

50 ANS APRÈS LE RAPPORT MEADOWS, PEUT-ON CHANGER DE PARADIGME ?

« Une chose est claire : chaque fois que la transition vers un équilibre soutenable est repoussée d'un an, l'intérêt des compromis et des choix qui resteront possibles une fois la transition achevée s'en trouve réduit¹. » Tel est l'appel à agir urgemment lancé par les chercheurs en dynamique des systèmes dans le septième chapitre du célèbre ouvrage *Les limites de la croissance*, plus connu sous le nom de *Rapport Meadows*. Cinquante ans après la première parution de ce rapport, commandé par le Club de Rome à des chercheurs du Massachusetts Institute of Technology (MIT), les experts du GIEC alertent les dirigeants du monde entier sur cette nécessité d'agir au plus vite. Le slogan « trois ans pour agir », repris du dernier rapport du GIEC publié en avril 2022, vient en écho de ce que les chercheurs Dennis et Donella Meadows et Jorgen Randers avaient avancé en 1972 : la croissance insatiable n'est pas soutenable dans un monde où les ressources sont épuisables et les exutoires limités. Bien que le consensus scientifique sur les effets néfastes de l'activité humaine sur l'environnement ne soit plus discutable, la manière de parvenir à la soutenabilité de nos sociétés donne lieu à des débats. Relire le rapport Meadows cinquante ans après sa première parution apparaît dès lors nécessaire pour appréhender les débats actuels sur les moyens de protéger l'environnement et de lutter contre le changement climatique.

Lire et relire Meadows 50 ans après

Le rapport Meadows est basé sur une discipline connue sous le nom de dynamique des systèmes, laquelle consiste à étudier les interactions et les évolutions des interactions entre différents éléments en prenant en compte les boucles de rétroaction positives et négatives dans ces systèmes. En 1972, à l'aide du modèle World 3, les chercheurs ont voulu comprendre quels étaient les effets d'une croissance exponentielle de la population et de la production dans un monde fini. En se focalisant sur cinq paramètres – la population, la production de nourriture par habitant, la production industrielle par habitant, le niveau de pollution persistante et les ressources non-renouvelables – les auteurs du rapport ont établi 12 scénarii montrant différents modes de développement de l'humanité sur deux siècles, entre 1900 et 2100, laissant présager qu'une croissance infinie donnerait lieu à un effondrement.

Vingt ans plus tard était réédité l'ouvrage avec quelques mises à jour. Si les conclusions restaient les mêmes qu'en 1972, une observation avait changé : le dépassement des limites de capacité de charge de la planète, anticipé vingt ans plus tôt, avait déjà eu lieu. Pour bien comprendre ce que cela signifie, et mieux appréhender les discours actuels relatifs au changement climatique et à la dégradation de l'environnement, il convient de reprendre point par point les thèses avancées par les chercheurs du rapport. Nous nous appuyons ici sur la dernière version du rapport, l'édition de 2022 publiée pour les cinquante ans de l'ouvrage.

L'hypothèse centrale de World 3 repose sur l'idée que la population et le capital sont structurellement capables de croissance exponentielle. Selon les auteurs, la croissance économique est perçue à tort de manière positive par la société car elle est souvent associée au bien-être, à l'emploi, à l'ascension sociale, au progrès technique. En réalité, elle contribue à remplir les exutoires à pollution, diminuer les ressources renouvelables et non-renouvelables. A terme, cette croissance entraîne une augmentation de l'empreinte écologique – la surface de terres nécessaires pour fournir les ressources naturelles consommées et absorber les déchets – au risque de dépasser les limites de ce que la planète est capable de produire, stocker et renouveler².

¹Dennis Meadows, Donella Meadows, Jorgen Randers, "Les limites à la croissance (dans un monde fini)", réédition de 2022, p. 401.

²Les impacts néfastes de la croissance ne portent pas uniquement sur l'environnement : un accroissement exponentiel de la population contribue à entretenir les inégalités. Tandis que les populations les plus riches épargnent, font fructifier leur capital, contrôlent les conditions de marché et achètent de nouvelles technologies, l'absence d'accès des plus pauvres à l'éducation, aux soins de santé et à la planification familiale et l'espoir de voir leurs enfants apporter un revenu supplémentaire contribuent à la perpétuation de leur croissance démographique.

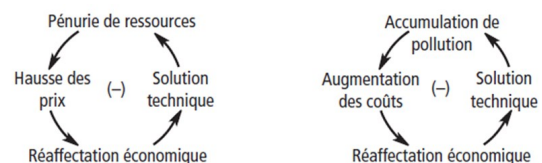
Une croissance exponentielle dans un monde fini exerce inévitablement des pressions sur l'environnement, lequel « envoie des signaux à l'économie ». Pour le dire dans des termes plus économiques : la croissance produit des externalités négatives – raréfaction des ressources et pollution – qui contribuent à augmenter les coûts de production.

Le problème réside dans le fait que les signaux ne sont pas perçus ou alors perçus trop tard pour entraver le processus. De fait, l'environnement risque de s'éroder de façon irréversible et la capacité de charge de la planète va être dépassée. Dès lors, deux scénarii peuvent survenir :

- Soit les dommages sont limités et il est possible de rééquilibrer de manière soutenable l'empreinte écologique. La situation oscillerait donc entre un dépassement et un rééquilibrage.
- Soit les dommages sont irréversibles, ce qui crée des boucles d'érosion, c'est-à-dire des boucles de rétroaction positives (responsables de l'accroissement perpétuel de la population et du capital physique) qui contribuent à aggraver le processus de dégradation en cours (en créant des boucles de rétroaction négatives) et conduisent in fine à l'effondrement.

Les chercheurs soutiennent que la société tend à nier les limites de la croissance « en faisant une confiance aveugle aux pouvoirs de la technologie, au fonctionnement de l'économie de marché et à la croissance de l'économie, solution à tous les problèmes, y compris ceux qui viennent de la croissance même³. »

Graphiques : boucles de rétroaction négatives



Sans fustiger la technologie ou l'économie de marché, les chercheurs estiment qu'elles ne font que repousser l'atteinte des limites et qu'elles ne suffisent pas, à elles seules, à empêcher ce que les chercheurs appellent l'effondrement, c'est-à-dire un déclin non contrôlé de la population, de la croissance, de la consommation et du bien-être humain. Ces outils peuvent néanmoins aider à baisser l'empreinte écologique de l'ac-

³Rapport Meadows, édition 2022, p. 336.

tivité humaine à condition qu'ils soient régulés et que leur utilisation soit conditionnée à leur apport pour la protection du bien commun à long terme et non à la croissance. Retarder les limites en consacrant ses forces à la croissance ne fait qu'augmenter les risques d'effondrement.

Face à ces observations, les auteurs du rapport ont établi des scénarios qui permettraient d'opérer une transition vers une société durable, « une société qui a mis en place des mécanismes informationnels, sociaux et institutionnels qui lui permettent de garder le contrôle des boucles de rétroaction positives responsables de la croissance exponentielle de la population et du capital⁴. » Il s'agirait de limiter l'accroissement démographique par l'instauration de politiques de régulation des naissances, de stabiliser la production industrielle, et de consacrer les technologies à la préservation des ressources, la réduction de la pollution, la protection des terres et l'augmentation de la production agricole jusqu'à l'atteinte d'une quantité de nourriture souhaitable par habitant⁵.

Certains ont interprété à tort le rapport Meadows comme une invitation à la croissance zéro ou à la décroissance⁶. Les auteurs démentent cette idée. Il s'agirait avant tout d'opérer une transition choisie vers une nouvelle économie, où l'objectif ultime ne serait pas la croissance matérielle, mais le développement qualitatif de la société afin de la rendre durable, que les modes de consommations soient modérés et que la répartition des richesses soit optimale. Les grandes recommandations à suivre selon les chercheurs reposent sur :

- La planification à long terme
- L'amélioration des signaux par une meilleure prise en compte de facteurs sociaux et environnementaux comme le bien-être de la population et les écosystèmes mondiaux
- L'accélération des temps de réaction
- La réduction au minimum de l'utilisation des ressources non-renouvelables
- La limitation de l'érosion des ressources renouvelables
- L'utilisation des ressources avec un maximum d'efficience
- Le ralentissement et l'arrêt de la croissance exponentielle de la population (2 enfants maximum par famille) et du capital.

Plus cette transition sera enclenchée tôt, meilleure seront les chances d'éviter l'effondrement... Un message repris par certains, rejeté par d'autres.

Deux discours antagonistes sur les moyens de rendre la société durable

La première alerte des chercheurs sur les risques que créerait une croissance économique et démographique continue a fait grand bruit, mais n'a pas pour autant contribué à faire changer le cours des choses. En 1992, George Bush affirmait que « le mode de vie américain [n'était] pas négociable ». En 2022, force est de constater que l'humanité a fait le choix de conserver un mode de vie basé sur la croissance, suivant les tendances du scénario « business as usual » des chercheurs.

Pourtant, l'atteinte des limites de la planète ne fait aujourd'hui plus débat. Les arguments avancés dans le rapport Meadows inondent aujourd'hui la scène médiatique. Le réchauffement climatique, les émissions de gaz à effet de serre, le jour du dépassement, l'épuisement des ressources, ou encore l'érosion de la fertilité des sols sont autant de thèmes récurrents et omniprésents. L'impact de l'activité humaine sur l'environnement fait d'autant plus consensus que les catastrophes naturelles sont de plus en plus fréquentes. Avec elles émergent des problèmes sociaux et humanitaires : inégalités d'accès aux ressources, migrations, guerres.

La question n'est donc plus de savoir s'il y aura une détérioration de l'environnement causée par l'activité humaine, mais

plutôt comment l'éviter. Deux camps s'affrontent. Tandis que les uns prouvent une croissance verte capable de réguler les effets néfastes de notre système mais aussi de s'adapter par la technologie et l'innovation, les autres invitent à changer de paradigme au risque parfois d'être critiqués et assimilés à des réfractaires à la modernité.

Un point crucial de la démonstration du rapport Meadows reste toutefois tabou dans les deux camps : celui de la croissance démographique. Car rappelons que pour les chercheurs, l'équation de l'impact écologique ne peut se résumer qu'à la croissance du capital. C'est bien sur trois paramètres que les chercheurs invitent à se pencher pour éviter la catastrophe :

$$\text{Impact} = \text{Population} \times \text{Abondance} \times \text{Technologie}^7$$

Focus sur les politiques agricoles

La production agricole occupe une place importante dans le rapport Meadows. Et pour cause, la croissance démographique entraîne une augmentation des besoins en nourriture au risque parfois de dégrader la fertilité des sols. L'analyse des politiques agricoles française et européenne nous permet ainsi d'observer que les recommandations faites par les chercheurs en dynamique des systèmes n'ont pas été retenues.

Le plan France 2030 illustre parfaitement l'idée répandue selon laquelle la technologie et la croissance permettront de résoudre les problèmes environnementaux tout en produisant autant voire davantage. Avec un budget de deux milliards d'euros alloués à l'agriculture, le triptyque numérique, robotique, génétique du plan vise à accélérer la troisième révolution industrielle afin de produire une alimentation saine, durable et traçable. Une stratégie qui va à l'encontre de ce que les chercheurs du rapport Meadows préconisent et ce pour deux raisons. L'innovation permet certes de limiter l'utilisation d'engrais, de pesticides, ou encore d'eau grâce à la collecte de données, à l'intelligence artificielle ou encore à la création de nouvelles espèces plus résistantes à des stress climatiques, mais elle requiert l'utilisation de ressources, est souvent énergivore (on pense évidemment aux data centers) et peut porter atteinte à la biodiversité. A cela s'ajoutent les problèmes d'accès à de telles technologies.

Les politiques agricoles reposent donc sur un recours à la technologie et une recherche de l'accroissement des rendements, ce que le rapport Meadows déconseille. Les chercheurs invitent davantage à réfléchir aux questions de gaspillage des ressources et de répartition des richesses car la quantité de nourriture produite permet déjà de nourrir le monde :

« Ce n'est pas parce qu'il n'y a pas assez de nourriture à acheter que les populations ont faim, c'est parce qu'elles n'ont pas l'argent nécessaire. Donc produire davantage d'aliments onéreux ne les aidera pas⁸. »

Au niveau européen, une prise de conscience sur la nécessité de réformer notre système agricole a émergé et avec elle, une feuille de route sur les objectifs à atteindre : Farm to Fork. Les Plans Stratégiques Nationaux des Etats membres pour la PAC 2023-2027 devaient ainsi contribuer au verdissement de l'agriculture du continent. Mais la guerre en Ukraine est venue perturber cette perspective de transition écologique de l'agriculture européenne.

Le rapport Meadows : un schéma simplifié et irréaliste du monde ?

Les chercheurs du rapport Meadows sont conscients des limites de leur démonstration :

« il n'y a ni guerre, ni grève, ni corruption, ni toxicomanie, ni crime, ni terrorisme dans World3, sa population fait de son mieux pour résoudre les problèmes qu'elle perçoit, mais n'est perturbée par aucune lutte pour le pouvoir, aucune intolérance ethnique, aucune corruption. Intégrant très peu de limites sociales, World3 offre donc un tableau trop optimiste des scénarios futurs⁹. »

⁷Formule IPAT, Rapport Meadows, édition 2022, p.222.

⁸Rapport Meadows, édition 2022, p.133.

⁹Rapport Meadows, édition 2022, p.258.

⁴Ibidem., p.410.

⁵Les auteurs ne précisent pas à quoi correspondrait cette quantité de nourriture, mais on devine qu'il s'agirait d'un niveau qui permettrait d'atteindre la sécurité alimentaire mondiale.

⁶Le titre de la première traduction française du rapport Meadows était pourtant « Halte à la croissance ? ».

En occultant les questions diplomatiques, politiques et humanitaires, les solutions des chercheurs pour contrer les effets néfastes de l'activité humaine sur l'environnement semblent caduques. La guerre actuelle en Ukraine montre à quel point les efforts pour lutter contre le réchauffement climatique et la dégradation de l'environnement peuvent vite passer au second plan quand une crise inattendue survient.

Ainsi, en matière agricole, la priorité n'est plus de produire de manière responsable mais d'accroître les rendements pour approvisionner les pays les plus dépendants des importations de denrées essentielles issues de Russie et d'Ukraine : les céréales. La Commission européenne a donc approuvé les demandes de dérogations pour mettre en culture les jachères SIE (surface d'intérêt écologique), et lever l'interdiction des produits phytopharmaceutiques sur ces jachères. Farm to Fork est contesté par les uns, soucieux d'assurer une sécurité alimentaire mondiale, tandis que les autres voient dans ces décisions le risque de reporter toujours à plus tard la transition et d'aggraver la situation¹⁰.

Cette guerre met en exergue la dichotomie entre politiques de court terme et politiques de long terme, mais aussi entre productivisme et durabilité des systèmes. Peut-on produire plus et mieux, sans dégrader l'environnement, détériorer la fertilité des sols, épuiser les ressources ? Seuls les agronomes peuvent répondre à cette question, mais comme dans toutes les sciences, le consensus n'existe pas.

Outre la question de la croissance, c'est aussi sur le libre-échange qu'il serait intéressant de réfléchir. Car ce conflit en Ukraine a malheureusement le mérite de montrer que la mondialisation a ses limites. Les dépendances à l'égard des exportations russes de matières premières engendrent des crises sociales voire humanitaires dans certains pays. Changer de paradigme, c'est peut-être d'abord revoir l'échelle de nos politiques.

Une question d'échelle et de responsabilité

Le monde dans lequel nous vivons est construit sur des interdépendances qui, pour certains, améliorent les conditions de l'humanité, pour d'autres fragilisent nos modes de vie. Les premiers, défenseurs du libre-échange, avancent l'idée selon laquelle la mondialisation permettrait d'atteindre plus facilement les objectifs du développement durable. Le préambule de l'Accord de Marrakech comporte ainsi expressément une mention au développement durable et à la nécessité de protéger l'environnement. Pour les autres, les interconnexions mondiales ne sont pas viables, non seulement parce qu'elles contribuent à détériorer l'environnement – du fait de la pollution émise par les transports et de la délocalisation de la pollution dans les pays aux législations laxistes –, mais aussi parce qu'une perturbation dans un pays peut se propager à l'échelle de la planète¹¹.

Cette prise de conscience des externalités négatives engendrées par le libre-échange fait ressurgir la question de la souveraineté. Certains pays privilégient des politiques protectionnistes, à l'instar des Etats-Unis ou de l'Inde, cette dernière ayant décidé d'interdire ses exportations de blé en mai 2022 pour assurer son approvisionnement interne. D'autres, comme l'Union européenne, cherchent à s'affranchir de leur dépendance aux importations (de protéines végétales par exemple) sans pour autant compromettre la compétitivité de leurs exportations alimentaires.

¹⁰Voir p.279 du rapport Meadows (édition 2022) : « Lorsque les populations ont faim, elles cultivent la terre de façon plus intensive. Elles obtiennent davantage de nourriture à court terme, mais cela se fait aux dépens d'investissements à long terme dans l'entretien des sols. La fertilité de la terre diminue alors, entraînant avec elle la baisse de la production de nourriture » et donc l'augmentation de la sous-nutrition.

¹¹La crise financière de 2008, la pandémie de covid-19 et la guerre en Ukraine viennent confirmer cette hypothèse, que les chercheurs du rapport Meadows avaient avancée : « Dans une économie de plus en plus mondialisée, une société qui subit un stress à un endroit envoie des ondes qui sont ressenties partout. De plus, la mondialisation accroît la probabilité que les différentes zones de la planète qui commercent activement les unes avec les autres atteignent de nombreuses limites plus ou moins simultanément », p.364 du rapport Meadows (édition 2022).

Il n'en demeure pas moins que cette souveraineté retrouvée pourrait limiter les engagements collectifs en faveur de la protection de l'environnement. Le climat peut être considéré comme un bien commun, au sens où tous les pays en bénéficient mais chacun peut le détériorer au détriment des autres (on parle alors de bien non-excluable et rival). Une politique climatique ambitieuse individuelle n'est donc pas suffisante pour être efficace. Il est alors nécessaire de mettre en place des politiques internationales en faveur du climat, ce que les Etats ont tenté de faire à la faveur des COP successives. Or, la souveraineté implique qu'aucune force supranationale ne peut contraindre les politiques étatiques. Les engagements pris ne peuvent être contraignants qu'à partir du moment où ils sont retranscrits dans la loi interne.

Une transition engendre souvent des coûts économiques et des pertes d'emplois, processus que l'économiste Schumpeter a théorisé sous le nom de « destruction créatrice ». Car, si sur le court terme des emplois disparaissent, sur le plus long terme, d'autres se créent. Il n'en demeure pas moins qu'une transition environnementale initiée par des politiques étatiques ambitieuses est perçue comme un risque difficile à prendre pour les gouvernements. Dès lors, les Etats préfèrent ne pas assumer cette transition en faisant porter le coût par les autres. Or, aucun Etat n'a véritablement intérêt à opérer cette transition.

Face au désespoir ambiant, certains chercheurs ont voulu démontrer que la collaboration et les agissements ambigus étaient possibles. Le livre des agronomes – par ailleurs anarchistes et adeptes de la collapsologie – Gauthier Chapelle et de Pablo Servigne *L'entraide : l'autre loi de la jungle*¹² déconstruit le mythe de l'axiomatique et de l'utilitarisme, sources de rivalités dans la nature et dans les sociétés humaines. Cet ouvrage s'appuie sur des exemples issus d'interactions entre les espèces pour démontrer que l'entraide est une façon plus naturelle d'agir pour survivre que la compétition, y compris dans les sociétés humaines. Selon les auteurs, le dogme de la compétition et de la prédation comme éléments structurant la nature et les sociétés humaines s'explique par l'utilisation à des fins idéologiques du darwinisme. En effet, la découverte de la sélection naturelle coïncide avec la promotion du capitalisme par les britanniques. Or, l'observation de la nature démontre que l'entraide contribue davantage à la survie des espèces que la compétition. Dans les sociétés humaines, cette aide mutualisée est le résultat de faits sociaux et de contextes indépendants des interactions humaines, à l'image de ce qui pourrait se produire dans la nature. Les normes sociales basées sur la réciprocité théorisée par Marcel Mauss dans son *Essai sur le don*, la réputation, la vulnérabilité des Hommes lorsqu'ils sont hors de la société conduisent l'humanité à s'associer pour survivre, un phénomène renforcé dans les milieux et situations hostiles.

L'entraide est donc naturelle et permettrait de protéger les biens communs. Des observations empiriques donnent raison aux auteurs. En témoignent les recherches d'Elinor Ostrom, politologue et Nobel 2009 d'économie, qui a su démontrer que les communs ne semblaient pas toujours dans la tragédie¹³, contrairement à ce qu'avait avancé Garrett Hardin en 1968¹⁴. Les comportements prosociaux et irrationnels des Hommes les conduisent ainsi à s'organiser pour préserver les ressources. Elinor Ostrom a donc théorisé cette gouvernance des communs en identifiant huit principes nécessaires à leur préservation :

¹²Pablo Servigne et Gauthier Chapelle, « *L'entraide : l'autre loi de la jungle* », édition Les liens qui libèrent, 2019, 384 p.

¹³Elinor Ostrom, « *Governing the commons* », 1990.

¹⁴Garret Hardin, « *The tragedy of the commons* », Science, 1968.

- Définir les limites de la ressource commune et les limites d'utilisation des ressources par chaque usager ;
- Faire coïncider les règles d'utilisation avec les conditions locales ;
- Permettre la participation des usagers à la définition des règles ;
- Mettre en place un dispositif de surveillance ;
- Mettre en place des sanctions graduelles en cas de transgressions aux règles ;
- Mettre en place des mécanismes de règlement des conflits ;
- Faire reconnaître les règles établies par les usagers en évitant qu'elles soient remises en cause par des autorités externes ;
- Les règles sont organisées par de multiples niveaux d'entreprises imbriquées.

Ces règles semblent fonctionner à de petites échelles, mais la question de leur transposition à une échelle plus large est sujette à controverses. Si les normes et institutions paraissent être le meilleur moyen d'éviter la surexploitation des ressources à la faveur de comportements individualistes, pour Pablo Servigne et Gauthier Chapelle, elles risquent de s'écarter progressivement de leur fonction de protectrices des biens communs. Difficile donc de faire appliquer les huit conditions de la protection des communs à l'échelle mondiale. Pourtant, c'est bien en agissant ensemble que l'humanité parviendra à limiter les émissions de gaz à effet de serre et l'utilisation excessive des ressources.

La société idéale selon le rapport Meadows : une société liberticide ?

Parvenir à un engagement universel pour le bien commun implique des concessions aussi bien de la part des pays qu'à l'échelle individuelle. De fait, la privation de libertés individuelles est parfois justifiée par la protection de la liberté collective. C'est ainsi que les chercheurs du rapport Meadows défendent des politiques au service de la durabilité :

« Une société durable aurait bien entendu besoin de règles, de lois, de repères, de frontières, d'accords sociaux, mais aussi de limitations sociales, comme n'importe quelle société humaine. Certaines règles auxquelles les hommes sont habitués aujourd'hui et certains des contrôles qu'il est nécessaire de mettre en place sont d'ores et déjà à l'œuvre, à l'instar de l'accord international sur l'ozone et des négociations sur les gaz à effet de serre. Mais ces règles en faveur de la durabilité, comme toute règle sociale envisageable, ne seraient pas mises en place pour tuer les libertés, mais au contraire pour les protéger et en créer de nouvelles¹⁵. »

L'exemple empirique des politiques de vaccination en Europe illustrent parfaitement l'idée selon laquelle un effort pour le bien commun est motivé par une protection des libertés individuelles dans les sociétés individualistes. Il aura fallu que les gouvernements mettent en place un pass sanitaire, obligatoire, pour conserver certains droits (aller au restaurant, dans des lieux culturels, voyager) pour que la majorité des citoyens accepte de se faire vacciner.

Les règles contraignantes apparaissent comme la seule façon de protéger l'environnement et le climat. Elles restent toutefois difficiles à faire accepter quand elles conduisent à des dom-

mages sociaux, surtout lorsque l'Etat ne pallie pas les conséquences de telles politiques. Pour ne prendre qu'un exemple, la fin des voitures thermiques à partir de 2035 en Europe ne sera pas sans conséquences socio-économiques. Former, accompagner les employés des filières du secteur automobile, indemniser les entreprises, limiter les pertes d'emplois sont autant de défis que les gouvernements devront relever pour faire accepter cette transition opérée au détriment de certains.

Est-on prêts à changer de société ?

Difficile aujourd'hui de ne pas constater que l'humanité est confrontée à ses propres dissonances cognitives : bien que consciente des enjeux climatiques et environnementaux, elle continue à produire et consommer plus, quitte à surexploiter les ressources et émettre davantage de gaz à effet de serre. Dans son livre *Le bug humain*, le docteur en neurosciences Sébastien Bohler¹⁶ soutient que cette contradiction puise sa source dans l'insatiabilité du striatum de notre cerveau, lequel est programmé pour atteindre cinq objectifs : manger, se reproduire, acquérir du pouvoir, le faire avec un minimum d'effort et glaner un maximum d'informations sur son environnement. Lorsqu'un objectif de ce type est atteint, de la dopamine, hormone du bonheur, est alors libérée dans notre cerveau créant ainsi un sentiment de satisfaction. Or, il s'avère que le striatum ne comprend aucun mécanisme conduisant à la satiété. La recherche de ces objectifs continue donc tant qu'il est possible de la faire. Dans notre société de l'abondance, raisonner le striatum n'est pas chose aisée, et ce, d'autant plus si la récompense à la suite d'une privation – ici, la préservation de l'environnement – est lointaine dans le temps.

Pour Sébastien Bohler, la meilleure façon de faire face au défi écologique, malgré notre nature humaine insatiable, est de rééduquer notre cerveau à la modération en favorisant, par exemple, les comportements altruistes et la patience dès l'enfance. Il faudrait donc que la sobriété soit appréciée par tous, un mode de vie adopté par certains, pas forcément envisagé par d'autres qui aspirent à de meilleures conditions sociales alors que la génération qui les précède a dû subir la frustration et le manque.

Bien que le caractère néfaste de l'activité humaine sur le climat se fasse de plus en plus ressentir, les signaux restent encore trop faibles voire inexistantes pour certains. Pourquoi arrêter les énergies fossiles alors que de nouveaux gisements de pétrole et de gaz viennent d'être découverts en Algérie, au Suriname, au large de la Côte d'Ivoire ou encore de la Namibie ? Pourquoi changer de système alors que le confort matériel et l'accès aux besoins les plus essentiels sont des objectifs aujourd'hui atteints dans les sociétés dites développées ? Pourquoi sacrifier sa liberté individuelle et son bien-être au profit du bien commun et des générations futures ? En somme, est-on prêt à changer de société et à privilégier le bonheur, la répartition des richesses, la santé plutôt que la croissance comme le recommande Dennis Meadows ? C'est à ces questions que doivent répondre nos sociétés pour décider collectivement si le sacrifice de la transition doit être opéré pour préserver l'humanité et tout ce qui l'entoure.

Contact : Clémence Dehut

clemence.dehut@apca.chambagri.fr

¹⁵Rapport Meadows, édition 2022, p.415.

¹⁶Sébastien Bohler, *Le bug humain*, édition Robert Laffont, 2019, 267 p.

Chambres d'agriculture France (APCA)

9 avenue George V — 75 008 Paris

Tél : 01 53 57 10 10

E-mail : accueil@apca.chambagri.fr

Siret : 18007004700014

www.chambres-agriculture.fr



REPUBLIQUE FRANCAISE

Avec la participation du CasDAR

Directeur de la publication : Thierry Pouch

Mise en page par : Odile Martin-Lefèvre

